

# Vers des brigades de protection des familles

Jean-Marc Leclerc 15/06/2009 | Mise à jour : 23:12

Michèle Alliot-Marie est intervenue lundi aux assises « Vos libertés, votre sécurité, parlons-en ensemble », à Paris. Crédits photo : Le Figaro

## Réunissant policiers et gendarmes, la ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie a révélé lundi son plan d'action pour les deux ans à venir.

La ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, a dû désorienter lundi ceux qui spéculent sur son départ imminent du gouvernement. Ou, du moins, sa « mise sous tutelle », avec l'arrivée hypothétique d'un secrétaire d'État à la Sécurité qui viendrait la seconder à partir du [remaniement](#) du 24 juin prochain.

Quelque deux milles policiers et gendarmes étaient réunis au Carrousel du Louvre, à Paris, pour dresser le bilan des forums citoyens lancés il y a deux mois, à l'initiative de leur ministre et destinés à recueillir les attentes de la population en matière de sécurité. À cette occasion, l'hôte de la Place Beauvau a tout simplement dévoilé sa feuille de route jusqu'en 2010.

Au programme : davantage de policiers sur le terrain, mais aussi de nouveaux droits pour les victimes. MAM prévoit notamment la création de « brigades de protection des familles ». « Elles vont être mises en place dans tous les départements », annonce-t-elle. Il s'agit d'apporter une réponse concrète à une forme de violence qui ne cesse d'augmenter. « Si les enfants et les femmes en sont historiquement les victimes, il existe aussi aujourd'hui des parents maltraités par leurs enfants adolescents », a-t-elle rappelé. Et la ministre d'ajouter : « La réalité, c'est aussi celle des violences et des maltraitances contre les personnes âgées. »

Ses nouvelles brigades se feront toutefois à effectif constant. « Les services chargés de mineurs verront leurs compétences étendues à l'ensemble des violences au sein de la famille », explique la ministre. À Paris, dit-elle, « chaque arrondissement disposera d'une structure ad hoc ».

### Exemplarité et tact

Depuis le 16 mars, plus de 1 200 forums se sont tenus en France. La ministre de l'Intérieur assure que quelque 60 000 personnes se sont déplacées pour y participer. Un succès qui justifie, à ses yeux, la reconduite de telles consultations tous les ans désormais.

L'initiative, il est vrai, est inédite. Elle a fait remonter des aspirations fortes de la population : l'accueil dans les commissariats et les casernes doit s'améliorer, le travail de la police et de la gendarmerie doit être mieux expliqué, les victimes veulent aussi être mieux informées des suites données aux procédures qui les concernent. Et puis surtout, elles réclament de l'exemplarité et du tact de la part des forces de l'ordre. On sent poindre à travers ces témoignages qui remontent des critiques sur les abus de pouvoir des hommes et des femmes en uniforme, même si, tempère la ministre, « ces questions relèvent moins d'expériences personnelles que de rumeurs propagées ».

Pour faciliter les démarches des victimes, les [préplaintes en ligne](#) vont être généralisées « dès la rentrée 2009 », promet MAM. Elles permettront, pour les faits d'atteinte aux biens, vols ou dégradations, de préparer, via Internet, son rendez-vous au commissariat ou à la caserne pour déposer plainte officiellement cette fois.

Lundi, en préambule au discours de la ministre, un petit film diffusé dans la salle donnait la parole à des Français anonymes. « Le radar, c'est une taxe sur l'automobiliste », protestait l'un d'eux. « Quand j'étais jeune, les gendarmes, c'était des gendarmes de proximité », se souvenait, avec nostalgie, un autre participant des forums. MAM voulait leur donner la parole sans tabous. L'affaire [Edvige](#) ? « Les Français veulent que la délinquance baisse. Ils savent que les fichiers nous y aident », affirme-t-elle. Le PS ne formulait lundi que des critiques de pure forme. Ainsi sur les brigades familiales : « Si la volonté affichée de lutter contre les violences intrafamiliales doit être saluée, la nouvelle laisse dubitatif dans un contexte global de baisse des effectifs », disait son porte-parole pour la sécurité.